

Grève de la faim à GRDF pour la défense des libertés syndicales

mardi 22 décembre 2009, par [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 18 décembre 2009).

A l'heure où le Gouvernement cherche à libéraliser le service postal et à modifier le statut de la Poste, il serait grand temps de tirer un bilan de cette libéralisation dans un secteur public qui a subi cette évolution : l'Energie.

Or ce bilan est sans appel, tant pour les salariés que pour les usagers : envolée des prix de l'énergie et des services associés, dégradation du service aux usagers (par exemple avec un temps moyen de coupure électrique par usager en très forte augmentation), désorganisation complète de l'entreprise, perte de la culture de sûreté dans les centrales, baisse des effectifs, développement de la sous-traitance, détérioration des conditions de travail ...

Cette dégradation de la situation a conduit au plus grand mouvement social de l'histoire d'EDF et GDFSuez, sur des revendications touchant à la répartition de plus en plus inégalitaire des richesses dans l'entreprises, aux suppressions de postes, et plus généralement à la déliquescence de nos entreprises. Les Directions ont refusé d'entendre les revendications des salariés et décidé de traiter par la répression le mouvement social :

- par des réquisition dans le secteur nucléaire,
- par des sanctions à grande échelle dans la Distribution (plus de 250 au total).

Cette répression a pour but de décapiter le mouvement syndical, et plus généralement de museler tous les salariés qui osent protester et s'élever contre la dégradation du service public.

Car ce sont les militants et représentants syndicaux qui sont les premiers touchés, par des sanctions pour faits de grève allant de l'avertissement au licenciement, en passant par les mises à pieds et rétrogradations.

Le cas de Nordine, militant SUD Energie particulièrement actif pendant le conflit, est emblématique : Nordine est victime d'un licenciement sec, pour faits de grève, sur la base d'un dossier vide.

A 36 ans, avec 2 enfants, un logement EDF, Nordine se retrouve à la rue.

Un autre militant, CGT, est également licencié pour faits de grève à GrDF.

C'est pourquoi, après avoir épuisé tous les recours internes à l'entreprise, face à la violence des Directions décidées à faire un exemple, deux responsables syndicaux, Yann Cochin et René-Michel Millambourg, ont décidé, en dernier recours, d'entrer en grève de la faim pour exiger la réintégration de Nordine et la levée de toutes les sanctions pour faits de grève (dont le licenciement de Rudolph).

La véritable chasse aux sorcières que lance la Direction contre le mouvement syndical remet en cause un droit fondamental : le droit de grève, la liberté de se syndiquer.

Ce mouvement trouve tout le soutien des collègues de Nordine et de Rudolph, qui se sont mis en

grève pour exprimer leur solidarité à de multiples reprises, ainsi que par l'ensemble des syndicats leurs unités.

Ils ont maintenant besoin de la solidarité du mouvement social dans son ensemble ainsi que des partis politiques progressistes.

18 décembre 2009
